La leçon pas apprise

Tribune par **Stéphane Hessel** *(Le Nouvel Observateur. Nº2225 semaine du jeudi 28 juin 2007)*

L'honneur (perdu) **d'Israël**

Quelques semaines avant la prise du pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza, l'ancien résistant et déporté Stéphane Hessel, militant inlassable de la cause des droits de l'homme, s'est rendu pour la quatrième fois dans l'enclave palestinienne. Il en a rapporté le témoignage suivant :

En avril 2007, j'ai rencontré à Jérusalem la coalition, ouverte aux Israéliens pacifistes, qui lutte contre la transformation de cette magnifique cité où les trois religions monothéistes ont connu leur apogée en une vaste zone dense et laide fermée à la présence palestinienne, et j'ai pleuré. Puis j'ai rencontré à Ramallah les manifestants qui demandent pacifiquement la libération des 11 000 prisonniers détenus sans jugement dans les geôles israéliennes. J'ai été reçu par le Parlement avec ses membres du Fatah et du Hamas, prêts à confier au président Mahmoud Abbas la mission de négocier une paix avec les dirigeants israéliens. Enfin, j'ai participé à Bil'in à une marche non violente de protestation contre la barrière de sécurité dont le tracé illégal coupe en deux leurs champs. J'ai vu comment de jeunes soldats israéliens répondaient par des balles enrobées de caoutchouc et des grenades lacrymogènes à ces manifestations hebdomadaires auxquelles prennent part des volontaires de dix pays, des Israéliens et des paysans des villages environnants.
Aujourd'hui, je pousse un cri d'alarme. Le projet sioniste qui considérait la terre de Palestine comme *« une terre sans peuple prête à recevoir un peuple sans terre »* a causé déjà beaucoup de dégâts, mais a inéluctablement échoué. Il cède aujourd'hui la place à un projet moins clair, plus ambigu, plus machiavélique, également condamné à l'échec : confiner les Palestiniens dans un petit nombre de zones d'habitation ingérables, des prisons à ciel ouvert comme la bande de Gaza, ou des villes privées de terres arables, et accroître l'urbanisation de la Jérusalem juive et de ses faubourg jusqu'à la frontière jordanienne.
Un tel projet rend caduques les résolutions du Conseil de Sécurité, exclut la création d'un Etat palestinien viable, réduit la population arabe à la misère, à l'exploitation économique sauvage, et en fait la proie, malgré le sentiment de sa majorité avide de paix, des mouvements islamistes violents.
Que les Palestiniens eux-mêmes, comme en témoignent les affrontements sanglants de Gaza, aient une forte part de responsabilité dans les malheurs qui les frappent est incontestable. Il est grand temps cependant pour les dirigeants de l'Etat d'Israël d'opérer cette reconversion de leur politique que les plus courageux d'entre eux - hélas gravement minoritaires ! - appellent depuis longtemps de leurs voeux : se donner pour objectif une vision audacieuse, celle d'un Etat d'Israël à forte majorité juive sur un territoire occupant les trois quarts de la Palestine mandataire, gouverné démocratiquement et conférant à une minorité de confession musulmane des droits civiques libéraux ; celle d'un Etat palestinien souverain sur l'autre quart, bénéficiant du soutien économique et commercial de son voisin israélien, communiquant librement avec son environnement arabe et ayant Jérusalem-Est pour capitale.
Le Premier ministre israélien qui proclamera cette reconversion et prendra les premières mesures pour en discuter avec les dirigeants palestiniens et les organisations internationales, qui fera des Palestiniens des partenaires respectés et des Arabes des amis réconciliables, reconnus pour leur grand passé culturel, celui-là assurera enfin à son pays un avenir de paix et méritera la reconnaissance historique.
Celui qui poursuivra, ouvertement ou sournoisement, le véritable ethnocide pratiqué par ses prédécesseurs, dont l'image frappe tout visiteur de la Cisjordanie et de Gaza, du « mur » et de Jérusalem abîmée, vouera son peuple à la honte.